

Le MRP, c'était d'abord et aussi ses militants, ses équipes spécialisées, ses fédérations très actives, ses organes statutaires nationaux fonctionnant de manière très démocratique : Congrès, Comité national, Comité directeur. Bureau national, Président et Secrétaire général, et enfin ses ministres.

Pour avoir été à partir d'octobre 1953, avec la seule interruption de 24 mois de service militaire, dont 8 en Algérie comme sous-lieutenant, collaborateur direct des Secrétaires généraux successifs : André Colin. Maurice-René Simonnet et Joseph Fontanet, et aussi du Président du groupe au Sénat, Alain Poher, puis rédacteur en chef de Forces Nouvelles et porte-parole du parti jusqu'à mon licenciement brutal en juin 1965, pour avoir publiquement pris position contre l'échec de la grande Fédération proposée par Gaston Defferre avec Robert Buron, Charles Barangé, Francine Lefebvre et quelques autres, j'ai pu suivre de l'intérieur la difficile tâche du Secrétariat Général pour maintenir la cohésion de tous les éléments.

Le rôle du Secrétaire Général était essentiel, quoique souvent discret, et passait notamment par le contrôle des fédérations qu'assurait Jean Fonteneau, secrétaire général- adjoint. Quant à l'orientation politique, elle était définie lors des déjeuners du jeudi, chez Cazenave, un restaurant aujourd'hui disparu au Carrefour de l'Odéon, auxquels j'ai parfois participé, déjeuners informels où se retrouvaient les « dirigeants » qui ensuite faisaient passer le message dans les différentes instances du parti.

J'espère bien, lorsque notre ami Parini aura achevé sa chronique, pouvoir apporter à mon tour mon témoignage à partir de mes propres archives.

Cela dit, le refus de prendre l'étiquette « Démocratie Chrétienne » était bien une position de principe fondamentale, tranchée à vrai dire bien avant la naissance du MRP et finalement depuis Marc Sangnier.

Comme le rappelle fort justement Jacques Mallet, « la sensibilité politique en France du problème de la laïcité » interdisait de prendre une étiquette à consonance religieuse. C'était déjà faire preuve d'une singulière audace que de créer un parti, qui se voulait d'ailleurs « mouvement », dont les membres fondateurs étaient presque tous catholiques (en 1960, encore, un sondage que l'on m'avait demandé d'organiser auprès des cadres fédéraux révélait que 80 d'entre eux étaient des catholiques militants !).

Georges Hourdin, fondateur de la Vie Catholique devenue La Vie, qui siégea longtemps au Bureau National, a parfaitement expliqué la position originale du MRP en Europe. Dans un ouvrage collectif sur « Les Chrétiens et la politique » (Editions du Temps Présent 1948), il écrit « La situation en France est nettement différente de ce qu'elle est dans les autres pays. Chez nous, les luttes ouvertes à l'occasion de la question religieuse ont été et restent vives.. Rien donc de semblable aux problèmes qu'avait à résoudre le Centre allemand agissant en pays protestant. Rien de semblable non plus aux problèmes qui se posent aux partis politiques d'Espagne ou d'Italie, alors que ceux-ci agissent dans des pays dont la majorité de la population continue de pratiquer effectivement la religion catholique. Cette situation a contraint les dirigeants du Parti Démocrate Populaire puis du MRP à donner avec raison à leur action un caractère nettement laïque ».

Un autre élément explique le retard mis par le MRP à établir des rapports étroits avec les « partis frères », même si les dirigeants se connaissaient parfois de longue date (André Colin, par exemple, s'était lié d'amitié avant guerre avec Alcide de Gasperi, qu'il avait rencontré au Vatican où il s'était réfugié).

En matière de politique étrangère, le MRP avait adopté une attitude très nationaliste, sous l'influence de Georges Bidault, prélude sans doute à sa dérive ultérieure qui devait l'éloigner du MRP. Le Programme publié le 8 novembre 1945 réclamait la dislocation de l'unité allemande, la soustraction du bassin rhéno- westphalien à l'autorité du Reich, et l'annexion de la Sarre. De même le MRP était favorable au rattachement à la France du Val d'Aoste et voyait d'un très bon œil la montée du séparatisme wallon.

Cette attitude, peu faite pour nous rapprocher des « partis frères », resta pratiquement celle du MRP jusqu'à la déclaration de Robert Schuman en 1950. A ce moment-là ceux qui, contre vents et marées, avaient maintenu des contacts à l'extérieur (tel Alain Poher) purent enfin parler à voix haute et prendre des initiatives.

Jean-Pierre PREVOST